

Utrikesdepartementet

### Déclaration de politique étrangère 2007

---

Monsieur le Président,

La politique étrangère de la Suède doit contribuer à la liberté, la paix et à la réconciliation aussi bien dans notre partie du monde que dans les autres. Elle est menée de manière claire à partir des valeurs qui soutiennent notre propre société et des intérêts qui sont les nôtres.

Œuvrer pour la démocratie, les droits de l'homme et un développement durable constitue le fil conducteur de la politique étrangère suédoise.

L'évolution et la forme de notre politique étrangère et de sécurité doivent se poursuivre dans un large consensus national. La Suède ne participe à aucune alliance militaire. La sécurité future de notre pays se fonde sur une communauté et une coopération avec d'autres pays.

Bien que nous nous trouvions, depuis le début des années 1990, dans une phase fondamentalement nouvelle de la politique étrangère et de sécurité tout comme dans une nouvelle phase décisive de l'évolution de la planète, les fondements sur lesquelles reposent les relations de la Suède avec le monde extérieur subsistent.

Par son adhésion à l'alliance politique que constitue l'Union européenne, la Suède a rompu avec une tradition remontant à 1812.

Deux siècles durant, notre politique étrangère s'est essentiellement attachée à tenter d'éviter d'entraîner notre pays dans un conflit européen généralisé toujours plus ou moins imminent. Dans la seconde partie du siècle dernier, cet

effort animait notre politique, souvent qualifiée de politique de neutralité.

Ce fut une politique qui, pour l'essentiel, nous rendit de grands services. Lorsqu'aujourd'hui, nous parlons de plus en plus ouvertement de la manière dont elle était menée et présentée, nous ne devons pas en faire abstraction.

Cependant, la chute de la dictature soviétique et de son empire, conjuguée à une intégration européenne de plus en plus forte, a créé un nouvel espace de paix dans notre partie du monde.

Il allait de soi que la Suède adhère à l'Union européenne et qu'elle participe, par son action en faveur d'un renforcement progressif de la coopération entre les démocraties européennes et leur intégration, à la mise en place d'un ordre interdisant toute nouvelle guerre dans notre partie du monde.

Aujourd'hui, la Suède a pour mission essentielle de contribuer à un renforcement accru de la coopération européenne, faisant ainsi de l'Union européenne la force au service de la paix, de la liberté et de la réconciliation dont le monde a de plus en plus clairement besoin.

C'est ce qui explique que nous souhaitons voir la Suède appartenir au noyau dur de la coopération européenne. C'est ce qui explique aussi la spécificité de la coopération européenne dans la politique étrangère et de sécurité suédoise.

À la fin mars, nous commémorerons le cinquantième anniversaire de la signature du Traité de Rome par les six nations fondatrices. Depuis, cette communauté s'est peu à peu élargie et étoffée pour devenir l'Union d'aujourd'hui, avec 27 États membres et ses 500 millions d'habitants répartis sur une surface de plus en plus vaste de notre continent. Aujourd'hui, notre Union constitue la plus grande économie intégrée du monde.

Tout nouvel élargissement de l'Union a été l'objet de discussions. Tout nouvel élargissement a également eu pour conséquence de faire de l'Union une force toujours plus puissante en faveur de la paix, de la liberté et de la démocratie, non seulement en Europe, mais également dans le reste du monde.

Le gouvernement salue les ambitions de la présidence allemande visant à reprendre la discussion sur le nouveau traité constitutionnel.

L'Union a besoin d'institutions, de règlements démocratiques et efficaces. Les décisions doivent être prises au plus près du citoyen. La Suède œuvre en faveur d'une Union à la fois plus efficace mais bénéficiant aussi d'un plus large soutien possible de l'opinion publique.

Nous sommes également en faveur d'une Union ouverte à toutes les démocraties européennes remplissant les conditions d'une adhésion.

Après avoir, cette année, salué l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union, nous nous attendons maintenant à ce que les pays de l'Ouest des Balkans viennent, à leur tour, frapper à la porte.

Nous espérons, dans un avenir proche, pouvoir saluer l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Nous espérons également que l'arrivée d'un nouveau gouvernement à Belgrade permettra bientôt d'accélérer l'intégration de la Serbie dans l'Europe. Cette dernière devrait alors pouvoir s'efforcer d'obtenir le même statut de pays candidat que l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM). Nous espérons enfin que la Bosnie, elle aussi, puisse faire prochainement quelques pas décisifs en ce sens.

La mise en place prochaine d'un État au Kosovo est appelée, compte tenu de la situation économique de la région, à constituer une mission difficile. Nous attendons avec intérêt la décision que prendra le Conseil de sécurité des Nations Unies, décision qui permettra à l'Union européenne de définir son rôle dans le nouveau Kosovo.

Nous partons du principe qu'aussi bien le processus de réforme en Turquie que les négociations d'adhésion à l'Union européenne se poursuivront. Une Turquie démocratique et dynamique, pleinement respectueuse des droits des individus et des minorités et fermement ancrée dans l'intégration européenne, renforce l'ensemble de l'Europe.

Après n'avoir pu résoudre en 2004 le problème de la partition de Chypre, nous nous devons aujourd'hui de soutenir activement de nouveaux efforts dans le cadre des Nations Unies. La Turquie doit se conformer aux engagements pris sur la question d'une pleine application de l'union douanière. L'Union européenne doit, elle aussi, se conformer aux engagements pris à l'égard du nord de Chypre.

Si nous accordons une grande importance aux efforts déployés pour développer et renforcer la politique européenne

de voisinage, cette dernière n'est cependant pas censée servir de substitut pour les pays aspirant à déposer ultérieurement leur demande de candidature à l'Union européenne.

Nous souhaitons renforcer les liens de l'Europe avec l'Ukraine et y soutenir le développement démocratique. Nous devons pleinement reconnaître et soutenir le choix opéré par l'Ukraine d'emprunter la voie européenne. La porte de l'Union européenne doit rester ouverte. L'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est un pas important en ce sens. Nous élargirons nos relations bilatérales avec l'Ukraine.

Le manque de démocratie, de droits et libertés civils au Bélarus constituant un point noir sur la carte de l'Europe, le gouvernement a donc décidé d'augmenter son aide pour y soutenir la démocratie et les libertés civiles. L'ouverture d'une Ambassade de Suède à Minsk s'inscrit dans le cadre de ces efforts.

Le sud du Caucase est également le théâtre d'une lutte pour la liberté, la démocratie et le développement. Nous avons exprimé un soutien résolu aussi bien en faveur de l'intégrité territoriale de la Géorgie que du virage pris par cette dernière en matière de réformes démocratiques et économiques.

Apporter une solution constructive aux conflits en suspens aussi bien en Géorgie qu'en Moldavie mais aussi sur le Haut-Karabakh constituerait un pas important dans le sens d'une stabilité accrue dans notre environnement oriental proche.

Monsieur le Président,

Nous avons mis, depuis l'effondrement du système soviétique, de grands espoirs dans la progression de la société russe sur la voie de la démocratie.

Sur bien des plans, ces espoirs ont déjà été exaucés. En matière d'entrepreneuriat et de contacts humains, nous assistons à un développement qui ne peut être comparé qu'avec celui qui existait il y a un siècle. Nous entendons poursuivre le développement de toutes ces relations.

Il reste que, sur des points importants, l'évolution enregistrée au cours des dernières années nous a ramenés quelques pas en arrière.

Le climat politique comme le climat médiatique se sont durcis. Nous sommes, de temps à autre, les témoins d'exemples d'emploi du langage de la force à l'encontre d'États voisins, contre lesquels nous avons eu des raisons de réagir. Nous

continuons d'assister à des violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa, toujours non élucidé, les traces laissées par les meurtriers d'Alexandre Litvinenko projettent des ombres inquiétantes.

En tant que nation, nous avons intérêt à mener un dialogue plus étroit avec la Russie sur un certain nombre de questions. Nos espoirs quant à une évolution positive de la Russie ne sont pas entamées.

Nous recherchons également un renforcement des relations entre la Russie et l'Union européenne fondées d'une part sur le respect des valeurs européennes, y compris celui des droits de l'homme, de l'autre sur des intérêts communs. Nous saluons l'adhésion de la Russie à l'OMC.

Nous profiterons de notre présidence du Conseil de l'Europe pour renforcer le respect des droits de l'homme en Europe. Il importe que la Russie ratifie le protocole 14 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le gouvernement continue d'accorder de l'importance aux travaux effectués par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il importe que les résultats des travaux engagés par l'organisation en faveur de la démocratie et les principes de l'État de droit soit respectés par l'ensemble de ses membres.

Assurant la présidence du Conseil des États de la Baltique, nous entendons engager une discussion sur un renouvellement des formes de coopération dans le cadre de la région de la Baltique. Des actions visant une amélioration de l'environnement de la Baltique et un renforcement de l'intégration économique seront privilégiées.

La coopération européenne et le développement du pourtour de la Baltique ont insufflé une nouvelle dynamique dans la coopération nordique. Le dialogue politique et de sécurité entre les pays nordiques s'est également accru. Nos relations politiques et économiques avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie se renforcent.

La coopération entre l'Union européenne et les États Unis d'Amérique occupe une place centrale dans la gestion des défis globaux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

L'Union et les États Unis ont très souvent des valeurs et des intérêts communs. C'est ce qui explique que le gouvernement estime avoir de bonnes chances de renforcer plus encore la coopération transatlantique.

Ceci est d'une extrême importance dans la capacité à développer la paix et la prospérité dans le monde.

Monsieur le Président,

Si les questions de politique étrangère et de sécurité se fondaient autrefois sur un agenda national, elles sont aujourd'hui de plus en plus souvent motivées par les défis mondiaux.

Il s'agit en fin de compte de responsabilité morale vis-à-vis de notre prochain et de protection de notre cadre de vie. Nous nous trouvons au seuil d'une nouvelle phase de la mondialisation caractérisée par le retour des économies asiatiques mais également par de rapides avancées de taille dans le secteur des technologies et des sciences. L'intégration économique mondiale se fait au pas de course.

Cette évolution comporte des possibilités mais également des risques. Les changements climatiques et la pression croissante sur les écosystèmes en font partie. Si nous savons gérer le développement économique, ce dernier nous fournira de meilleures conditions pour pouvoir relever également le défi posé par un cadre de vie durable.

Le principe de libre-échange constitue la pierre angulaire de notre politique industrielle et commerciale, de notre politique étrangère, somme toute de notre politique économique dans son ensemble. La prospérité de la Suède se fonde sur la capacité de nos entreprises à être concurrentielles sur l'ensemble des marchés du monde.

Nous souhaitons œuvrer en faveur d'un monde composé de sociétés plus ouvertes, d'économies plus ouvertes et d'un commerce plus ouvert. Le Conseil de la mondialisation du gouvernement s'efforce de mieux mettre en lumière les possibilités que cette évolution recèle également pour notre propre pays.

Dans ses différentes dimensions, la politique commerciale a pris une importance accrue. Le gouvernement a ici une tâche d'envergure, celle de contribuer à la mise en place de conditions satisfaisantes pour les milieux industriels et commerciaux suédois à l'étranger – en premier lieu pour les

petites et moyennes entreprises. La reprise et l'achèvement du cycle de Doha est absolument dans l'intérêt de la Suède.

L'accroissement du libre-échange, la globalisation de l'économie mondiale exigent également de l'Europe et de la Suède qu'elles renforcent leur compétitivité externe. La poursuite de la stratégie de Lisbonne en faveur de réformes économiques, le renforcement du marché intérieur et la mise en place de la directive sur les services en constituent des volets essentiels.

Nos efforts résolus en faveur d'un libre échange globalisé reposent également sur un constat : son énorme importance pour les pays en développement. Par un soutien au renforcement des capacités, nous entendons favoriser l'aptitude des pays en développement à tirer profit des réformes réalisées dans le domaine commercial. Bien des pays en développement constatent déjà une amélioration particulièrement sensible de leurs conditions de vie. Dans l'espace d'une décennie, les neuf dixièmes de la classe moyenne mondiale vivront dans ces pays. Nous avons de bonnes chances de parvenir aux objectifs définis dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, à savoir réduire la pauvreté dans le monde de moitié d'ici l'an 2015. Si ces objectifs globaux sont atteints, nous le devons essentiellement au développement de l'Asie. La situation est souvent désespérée dans certains pays plus ou moins en marge de l'évolution et la prospérité dont la globalisation est à l'origine.

Nous sommes convaincus que le développement crée un environnement plus favorable à la liberté et la démocratie dans le monde entier. Les sociétés closes, refermées sur elles-mêmes, n'ont pas leur place dans un monde toujours plus ouvert. Nous accordons aux questions de démocratie et de droits de l'homme un grand poids, notamment dans le dialogue que nous entretenons avec la Chine à ce propos et sur d'autres questions de réforme.

Notre politique de développement mondial inclut tous les domaines de la politique. La conscience de l'importance de la croissance et du commerce en faveur du développement général et dans la lutte contre la pauvreté, mais également la défense de la démocratie, des droits de l'homme, de la parité femme/homme, de l'environnement et de la santé, serviront de guide à l'action du gouvernement.

Notre coopération au développement prend pour point de départ les démunis et leur aptitude à pouvoir améliorer leurs conditions de vie. Une qualité accrue, une efficacité accrue

sont importantes pour mieux pouvoir contribuer à la réalisation des objectifs de la Déclaration du Millénaire et garantir, en Suède même, la légitimité de la politique d'aide au développement.

C'est ce qui explique que le gouvernement ait engagé des travaux pour focaliser la coopération bilatérale au développement sur un nombre limité de pays partenaires et accroître la coordination entre les différents pourvoyeurs d'aide.

Les défis mondiaux exigent des solutions communes, qui supposent une coopération multilatérale puissante et efficace.

Les obligations que se voit imposer la politique pour faire face aux mutations s'accroissent au fur et à mesure que se développe l'économie mondiale. L'un des défis les plus gratifiants de la politique est donc d'adapter au mieux notre partie du monde et nous-mêmes aux succès et au développement des autres.

Monsieur le Président,

Les questions climatiques et environnementales occupent une place de plus en plus importante. Les menaces contre notre sécurité, nos conditions de vie et notre avenir commun se sont elles aussi globalisées.

Le gouvernement entend relever le niveau des ambitions aux niveaux national, communautaire et onusien de manière à pouvoir garantir un développement durable. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat doit être pris avec le plus grand sérieux. La Suède s'emploiera à ce que l'Union européenne prenne la tête des négociations climatiques à venir.

La Commission gouvernementale sur un développement durable aura pour mission de formuler une politique incluant une dimension internationale. Nous organisons une conférence internationale sur les questions climatiques qui se déroulera ultérieurement cette année.

Nous avons pour mission de promouvoir une coopération internationale sur la croissance et les nouvelles technologies permettant, notamment, de diminuer la pression sur l'environnement. Il ne s'agit pas de freiner les possibilités de développement des pays en développement, mais de participer à la mise en place d'une structure permettant à la fois

l'émergence d'un cadre de vie favorable et garantissant la croissance et le progrès de ces pays.

C'est également par le biais de la coopération que nous ferons face aux épidémies et aux fléaux susceptibles, dans certaines régions, de mettre en péril l'avenir de nations entières. Le VIH/SIDA se joue des frontières. De nouvelles maladies infectieuses peuvent se propager rapidement.

En se mondialisant, la criminalité et le terrorisme imposent également une coopération internationale. Le terrorisme contemporain constitue aussi une menace sérieuse contre la Suède et ses intérêts. Faire face à cette violence sans discernement demande une coopération internationale. Lorsque, l'an dernier, les États membres des Nations Unies se sont mis d'accord sur une stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme, un pas important sur la voie d'une coopération internationale renforcée a été franchi. Cette stratégie doit maintenant être traduite en pratique.

La lutte contre le terrorisme est une lutte pour les principes de l'État de droit et de la liberté. Il importe donc que cette lutte soit menée dans leur respect. Le gouvernement fera, de manière concertée, part de son point de vue sur ces questions.

Les transformations intervenant dans des secteurs toujours plus nombreux imposent une coopération internationale plus étroite et un ordre juridique international mieux défini.

La Suède continuera d'accorder aux travaux engagés avec les Nations Unies et dans leur cadre une aide soutenue. Nous œuvrerons en faveur de la poursuite du renforcement et de la réforme de l'organisation internationale.

L'évolution de la situation impose de nouvelles opérations en faveur de la paix et d'actions de mise en place de structures étatiques dans différentes parties du monde. Le gouvernement renforce les moyens qu'a la Suède de participer à de telles opérations dans le cadre des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'OTAN.

Une coopération accrue avec l'OTAN en matière de gestion de crise est dans l'intérêt de la Suède. En tant que pays partenaire, nous sommes déjà largement engagés, l'accent ayant été mis sur les actions communes de gestion de crise et l'interopérabilité militaire. Nous avons, avec la Finlande, déposé un projet visant à élargir notre participation.

Aujourd'hui, la Suède participe à des opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Afghanistan ainsi qu'au large des

côtes libanaises. Nous préparons avec la Norvège une action au Darfour, au nord-ouest du Soudan.

Les préparatifs de la force nordique de réaction rapide qui devra être mise à la disposition de l'Union européenne au cours du premier semestre 2008 se poursuivent.

La consolidation de la paix, la mise en place de structures étatiques demandent des interventions à large spectre d'action.

La résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies met en lumière le rôle joué par les femmes dans les conflits internationaux et dans les efforts qu'elles déploient pour une paix et une sécurité accrues. La Suède œuvrera de manière active dans la mise en place de cette résolution et dans la concrétisation de ses objectifs.

Ce qui sous-tend la politique du gouvernement tant en ce qui concerne les questions de développement que la gestion de crise, c'est que sécurité, développement et respect des droits de l'homme sont étroitement liés et se renforcent mutuellement.

Nous accordons une très grande importance aux travaux menés par les Nations Unies en faveur des droits de l'homme et des libertés. Le nouveau Conseil des droits de l'homme n'a pas encore répondu aux attentes ambitieuses placées en lui. Les Nations Unies doivent jouer un rôle clair et transparent en faveur de la liberté et de la démocratie, des droits de l'homme contre l'oppression dans toutes les parties du monde.

Ces questions se verront également accordées une importance accrue dans notre politique bilatérale. Un ambassadeur spécial pour la démocratie a été désigné dans le cadre de la coopération au développement. La Suède accueillera en juin prochain le forum du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie.

Nous souhaitons mener un dialogue clair et franc sur la façon de garantir les droits de l'homme et les libertés dans des pays comme le Bélarus, Cuba, la Birmanie et le Zimbabwe.

L'aide économique destinée à soutenir, partout dans le monde, des forces démocratiques sera renforcée.

Nous mettons tout en œuvre pour soutenir les Suédois privés de liberté dans différentes parties du monde.

Monsieur le Président,

Même si l'Europe n'a jamais été aussi sûre, aussi libre qu'aujourd'hui, nous éprouvons une grande inquiétude devant les événements qui se déroulent dans les régions de la grande périphérie de l'Europe allant de Kaboul à Khartoum.

La solution du conflit opposant Israël aux Palestiniens est l'une de clés de la paix et de la stabilité dans cette région. Ce conflit doit trouver une solution rapide.

Nous saluons la volonté de principe exprimée par Israël de se retirer des territoires occupés. Les colonies de peuplement établies sur ces territoires sont catégoriquement contraires au droit international.

Une paix durable ne pourra se fonder que sur l'existence de deux États viables, installés à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Toute modification apportée par rapport aux frontières de 1967 ne pourra être obtenue que par un accord. Une paix durable doit être basée sur les fondements du droit international.

Qu'Israël se soit pleinement engagé à œuvrer en faveur de l'édification d'un État palestinien est un élément important qu'il faut saluer. Le gouvernement entend prendre l'initiative d'améliorer les préparatifs de mise en place des structures concrètes d'un État palestinien en poursuivant de différentes manières les efforts d'aide déployés par la Suède.

Les élections libres et démocratiques qui se sont tenues en Cisjordanie et dans la bande de Gaza s'inscrivent dans l'édification d'un État palestinien. Cependant, pour être réussie cette édification suppose l'existence d'un gouvernement dont la politique se conforme notamment aux exigences posées par la communauté internationale en matière de la reconnaissance d'accords déjà conclus ainsi que sur le droit de l'État d'Israël à exister.

Il est donc de ce fait très important de rejeter catégoriquement toute forme de terrorisme ou d'emploi de la force pour résoudre des problèmes internes.

Nous estimons disposer d'un large potentiel nous permettant d'élargir et de renforcer davantage encore nos relations avec Israël.

Il y a lieu de prendre très au sérieux les tendances se faisant jour en matière de prolifération accrue des armes de destruction massive et d'assouplissement du régime du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Un monde comptant toujours plus de puissances nucléaires est un monde toujours plus près de la guerre nucléaire.

Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient suscite des inquiétudes particulières. L'Iran se doit de respecter les décisions prises par le Conseil de sécurité des Nations Unies et de collaborer pleinement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Sur ces bases, ce pays est pleinement habilité à développer un programme nucléaire civil.

L'évolution de la situation en Iraq inspire de graves inquiétudes. Un Iraq démocratique, stable et uni ne pourra se construire que sur un compromis constitutionnel pleinement accepté par les différentes communautés nationales et religieuses du pays.

Cela suppose également un engagement constructif des pays voisins. De plus importantes actions humanitaires doivent être engagées du monde extérieur. La Suède y apportera sa contribution.

Les germes d'un conflit entre les mondes musulman et occidental – germes qui se sont développés au cours des dernières années – sont aujourd'hui utilisés par un extrémisme qui s'oppose à une coopération, une entente internationale plus étroite. Un rempart de méfiance se dresse toujours plus haut.

De nos gestes dépendent nos relations avec d'autres traditions. Nous sommes en mesure de prouver qu'il n'est pas seulement possible mais nécessaire de coexister culturellement.

Ceci constitue une mission cruciale à une époque où la violence intégriste s'accroît et la religion est utilisée à des fins politiques extrémistes.

Monsieur le Président,

L'engrenage négatif de guerre, d'oppression, de pauvreté et de maladie par lequel se caractérisent certaines parties de l'Afrique, doit être rompu.

La Suède prend très au sérieux les conflits auxquels nous assistons aujourd'hui dans la Corne et certaines régions centrales de l'Afrique. Nous participons activement aux efforts visant à tenter d'établir une nouvelle stabilité en Somalie et nous nous préparons à des actions concrètes au Soudan.

Les conflits en cours au Soudan, avec – en particulier au Darfour – leur lot de souffrances inimaginables, constituent une menace contre le développement d'importantes parties de l'Afrique. C'est la raison pour laquelle nous œuvrons aussi bien pour soutenir et garantir le processus de paix engagé entre les parties nord et sud du Soudan mais également pour mettre un terme aux souffrances et aux massacres dont ont été particulièrement victimes les femmes et les enfants du Darfour.

Nous appuyons sans réserve les efforts que déploient aussi les Nations Unies par le biais de M. Jan Eliasson, envoyé spécial de son Secrétaire général. Le gouvernement lui accorde un soutien politique et pratique. Un dialogue politique renouvelé permettant de parvenir à la paix, mais également l'intervention réitérée de forces de maintien de la paix sont nécessaires.

Il importe parallèlement de souligner l'évolution économique positive de plusieurs États africains. Le nombre des conflits armés sévissant en Afrique s'est réduit. Un certain nombre d'organisations régionales et de responsables africains assument une responsabilité plus large dans l'avenir du continent.

Nous axons davantage notre attention sur l'Afrique dans la coopération internationale au développement. Nous souhaitons relever le niveau de nos ambitions en matière de lutte contre la pauvreté. Une évolution économique et démocratique positive du continent africain entraînera une réduction graduelle de l'importance de l'aide au développement et le passage progressif à des relations commerciales et à d'autres formes de coopération.

La démocratie s'est renforcée en Amérique latine et le développement économique y a été très largement positif. Une exception de taille à cette tendance positive : Cuba.

Aujourd'hui, nous notons également des signes inquiétants sur l'évolution du Venezuela. La Suède soutient la coopération renforcée de l'Union européenne avec l'Amérique latine.

Monsieur le Président,

Pour être un partenaire international efficace et pertinent, la Suède doit, par delà son aptitude à coopérer, fonder sa politique et son action diplomatique sur des connaissances uniques à leur genre, sur des réseaux vastes et évolués, enfin sur sa capacité à trouver de nouvelles approches.

Pays aux ressources limitées, la Suède doit renforcer sa capacité à privilégier et se focaliser sur des actions spécifiques.

Je souhaite clore cette déclaration de politique étrangère en mentionnant quelques secteurs auxquels le gouvernement accorde la priorité des priorités.

1. La Suède jouera un rôle moteur pour faire de l'Union européenne un acteur global, tout particulièrement en ce qui concerne la politique de sécurité et de paix. Nous souhaitons œuvrer de manière à doter l'UE, à travers une politique étrangère efficace et cohérente, de moyens lui permettant de relever les défis mondiaux en face desquels sont placés l'Europe et le monde. C'est sur cette base que nous entendons également renforcer la coopération transatlantique.

2. La Suède continuera de s'exprimer d'une voix forte et claire en faveur d'une Union ouverte aux pays européens intéressés et en mesure de satisfaire aux exigences d'une adhésion. Il en va finalement de la paix et de la liberté dans notre Europe d'aujourd'hui

3. La Suède jouera un rôle moteur en matière d'environnement au niveau international. Nous œuvrons en faveur d'un renforcement de la politique de l'Union européenne en prévision des négociations qui auront lieu après 2012 sur une politique climatique globale

4. La Suède sera un artisan de la réforme et de l'amélioration du fonctionnement des Nations Unies, comme elle le sera également du renforcement des moyens mis à la disposition d'une communauté internationale unie pour engager, dans différentes parties du monde, des actions de consolidation de la paix et de mise en place de structures étatiques. L'Afghanistan, le Soudan et la Somalie nous soulignent l'éventail des défis rencontrés.

5. La Suède renforcera les efforts déployés en faveur de la démocratie et des droits de l'homme dans tous les pays. L'aide apportée à la mise en place de structures démocratiques dans les pays en développement sera renforcée. Nous continuerons de nous employer activement pour la démocratie et la liberté en Europe de l'Est.

6. La Suède s'exprimera d'une voix forte et claire en faveur de la paix, de la liberté, du droit international et de la réconciliation, tout particulièrement en Moyen-Orient. Nous œuvrons en faveur d'un renforcement du rôle de l'Europe dans les opérations de paix. Nous souhaitons préparer de manière plus concrète la mise en place d'un État palestinien indépendant et efficace, vivant en paix avec l'État d'Israël.

7. La Suède continuera d'être largement engagée dans l'Ouest des Balkans, à la fois économiquement, politiquement et humainement. Nous souhaitons apporter notre soutien à l'intégration européenne de l'ensemble de la région. Nous œuvrons en vue d'une prise de position sans ambiguïté du Conseil de sécurité des Nations Unies, ouvrant la voix à une clarification de la situation future du Kosovo.

8. Qualité et efficacité caractériseront l'aide suédoise au développement. La lutte contre la pauvreté, notamment en Afrique, doit s'inscrire dans une large perspective, incluant soutien à la démocratie, aux droits de l'homme, à une société civile viable, à une bonne gouvernance, à la sécurité et la mise en place de structures d'économie de marché.

9. La Suède continuera de s'employer à renforcer le libre-échange et la concurrence. Le développement du commerce est un puissant moteur d'une globalisation positive. Nous souhaitons également élargir nos relations économiques avec les économies asiatiques en croissance. Parallèlement, les pays membres de l'Union européenne doivent faire tomber les derniers obstacles au complet achèvement du marché intérieur.

10. Les politiques étrangère, commerciale, de sécurité et de développement de la Suède devront se conjuguer pour mieux pouvoir contribuer aussi bien à la lutte contre la pauvreté qu'à une paix durable et à la stabilité de pays souffrant de la guerre, de conflits et du sous-développement.

C'est de cette façon que la Suède se mettra le plus nettement au service de la liberté, de la paix et de la réconciliation.